

MEMOIRES DU COMMUNISME ET POLITIQUES DE LA MEMOIRE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE APRES LA FIN DES SYSTEMES POLITIQUES COMMUNISTES

Bruno GROPPPO

CNRS / Université de Paris I

Resumen

Este artículo se vertebra en torno a una serie de variables que guardan relación con aspectos como las memorias divididas en Europa entre el Oeste y Este tras la caída del Muro de Berlín y el derrumbe del bloque soviético. Con ese fin se incide en la memoria oficial en los países socialistas hasta 1989 y las repercusiones que tuvo el final de los sistemas políticos comunistas en el campo de la memoria, con la reinterpretación general del pasado y el impulso a la construcción de nuevas identidades colectivas. En ese sentido se exponen las políticas de la memoria seguidas en Europa Oriental tras esos hechos y cómo afectó a su sociedad, con la construcción de nuevos mitos y símbolos.

Palabras clave: Memoria, Europa Oeste, Unión Soviética, socialismo, comunismo, nacionalismo, símbolos.

Abstract

This article has been structured around a series of variables related to issues such as the collective memory divide between West and East Europe after the fall of the Berlin Wall and the collapse of the Soviet bloc. With that purpose, we analyze the socialist countries' official memory until 1989 and the repercussions of the end of communist political systems in the field of memory together with past reinterpretations and the impulse to the construction of new collective identities. In this sense, the politics of memory, followed in Eastern Europe after these events and how they affected their society by the construction of mythology and symbology, are exposed.

Keywords: Memory, Western Europe, Soviet Union, socialism, communism, nationalism, symbols.

1. INTRODUCTION

La fin des systèmes politiques communistes en Europe centrale et orientale a bouleversé même le domaine de la mémoire. La mémoire communiste officielle, qui avait monopolisé jusque-là l'espace publique, et les institutions qui étaient chargées de l'élaborer et de la transmettre ont pratiquement disparu. D'autres mémoires, en revanche, qui avaient été réduites au

silence et persécutées à l'époque communiste, ont réapparu au grand jour et occupent désormais le devant de la scène. Les nouveaux gouvernements ont mis en œuvre des politiques de la mémoire qui proposent des interprétations du passé radicalement différentes de celles qui prédominaient avant 1989. De nouveaux récits historiques ont remplacé ceux, maintenant discrédités, d'avant la chute du Mur. Le communisme, tel qu'il existait dans ces pays, fait désormais partie du passé et est devenu un objet de mémoire, mais pas encore l'objet d'une réflexion critique, capable de l'analyser dans tous ses aspects. En évoquant ci-dessous les principaux changements qui se sont produits dans le paysage mémoriel de l'Europe post-communiste, j'ai surtout en vue la mémoire qu'on pourrait appeler publique ou officielle, c'est-à-dire celle construite par les pouvoirs publics et mise en œuvre à travers des politiques spécifiques, appelées politiques de la mémoire ou politiques de l'histoire. On désigne par ce terme l'ensemble des initiatives et des décisions qui visent à transmettre et à faire accepter une certaine vision du passé –élaborée par ceux qui détiennent le pouvoir– et à créer une identité collective fondée sur cette mémoire partagée. Comme la mémoire elle-même, les politiques de la mémoire sont éminemment sélectives: elles récupèrent et valorisent certains aspects du passé, tandis qu'elles en occultent ou en laissent dans l'ombre d'autres, délibérément ou non: c'est pourquoi elles sont aussi, en même temps, des politiques de l'oubli, et les oublis sont souvent tout aussi importants et significatifs que ce qui est officiellement remémoré. Dans la perspective d'une politique de la mémoire, le passé apparaît donc comme une matière malléable, non dans le sens que les événements du passé puissent être modifiés, mais parce que la signification qu'on leur attribue n'est jamais définitive, mais évolue sans cesse: le passé est revisité et réinterprété en fonction des problèmes et des préoccupations du présent, qui changent continuellement. Les politiques de la mémoire (et de l'oubli) font un usage politique du passé. La mémoire, c'est bien connu, n'est pas un terrain neutre, mais plutôt un champ de bataille dans lequel s'affrontent des interprétations du passé différentes ou opposées, dont chacune aspire à être reconnue officiellement comme la seule légitime et à prévaloir sur les autres dans l'espace public. Les luttes autour de la mémoire sont donc des luttes politiques, et peuvent se transformer en véritables guerres de la mémoire.

En Europe centrale et orientale, de nouvelles mémoires dominantes ont remplacé les anciennes mémoires officielles communistes et proposent une lecture du passé radicalement différente de celle en vigueur auparavant. Il suffit de comparer les manuels scolaires de l'époque communiste et ceux de l'époque postcommuniste pour mesurer l'ampleur du changement. Les nouvelles interprétations de l'histoire ne bénéficient plus d'un monopole, mais elles sont marquées elles-aussi par des partis-pris idéologiques, des mythes, des oublis et des silences. Avant de les analyser de plus près, quelques réflexions préliminaires s'imposent.

Première question. Quand on parle de mémoire (ou mémoires) du communisme, de quoi s'agit-il exactement? En Europe (et pas seulement dans sa partie centrale et orientale) le communisme, qui avait dans l'Union Soviétique son modèle et sa référence fondamentale, appartient désormais au passé: il ne représente plus un horizon d'attente (Reinhart Koselleck), ni une espérance, mais une expérience historique désormais achevée. C'est donc du communisme devenu objet de mémoire qu'il est question dans cet article. Je ne me réfère pas au communisme en tant qu'aspiration à une société plus juste, basée sur l'égalité, mais au système politique né en Russie en 1917 et transposé à partir de 1945 dans la périphérie européenne de l'empire soviétique: le communisme comme système de pouvoir, en somme. J'utilise le qualificatif "communistes" pour désigner les systèmes politiques de ces pays, tout en sachant qu'ils s'auto-définissaient simplement "socialistes". J'adopte cette solution, parce que l'adjectif "socialiste" est encore plus polysémique que l'adjectif "communiste" et qu'il prête à confusion par rapport à d'autres pays européens où des partis socialistes/sociaux-démocrates ont également exercé le pouvoir, mais sans porter atteinte à la démocratie et au pluralisme politique et sans

tenter d'imposer leur dictature sous couvert de "dictature du prolétariat"; mais aussi parce que c'étaient les partis communistes –quelle que fût leur appellation officielle– qui détenaient le pouvoir dans ces régimes. Quant à savoir s'ils étaient "réellement" communistes ou non, c'est une question qui dépasse le cadre de cet article, et qui relève d'ailleurs de la théologie politique plutôt que de la recherche historique.

L'autre question préliminaire qu'il faut évoquer est celle de la division mémorielle de l'Europe. A partir de 1945, et pendant toute la durée de la Guerre Froide, la partie occidentale et la partie orientale de l'Europe ont vécu deux histoires tout à fait différentes, qui ont laissé en héritage des mémoires tout aussi différentes et divisées. La fin de la Guerre Froide et l'inclusion de la plupart des pays ex-communistes dans l'Union Européenne n'ont pas effacé la division dans le domaine de la mémoire entre les deux parties de l'Europe, qu'un mur invisible continue de séparer. A l'Est, la mémoire qui occupe le devant de la scène est celle du passé communiste, avec lequel ces pays ne cessent de se confronter. A l'Ouest, en revanche, c'est la mémoire de la Shoah qui est devenue emblématique, alors que celle du communisme reste secondaire. La hiérarchie des mémoires est donc inversée. Quant à la seconde guerre mondiale, qui a été une expérience commune à presque toute l'Europe, elle reste l'objet de mémoires très différentes à l'Ouest et à l'Est, comme le montre, par exemple, la signification différente attribuée à une date fortement symbolique comme le 8 mai 1945, qui marque officiellement la fin du conflit. En Europe occidentale, cette date est commémorée comme un événement entièrement positif: elle évoque la fin du régime nazi et de ses crimes, la reconquête de la liberté, le rétablissement de la démocratie là où elle avait été supprimée, le début d'une période de paix, de croissance économique et de progrès social. En Europe orientale, par contre, elle a une signification ambiguë, puisqu'elle évoque la fin de la domination nazie, mais aussi, en même temps, le début d'une autre domination étrangère, celle de l'Union Soviétique, et d'une autre dictature, communiste cette fois.

En Europe centrale et orientale¹ l'expérience du communisme a laissé derrière elle, dans la grande majorité de la population, une mémoire essentiellement négative: celle d'un régime fortement répressif, imposé par une puissance étrangère, de nature totalitaire, qui cherchait à contrôler tous les aspects de la vie sociale et individuelle. La fin de ces régimes a été accueillie dans tous ces pays comme une véritable libération. Rares sont ceux qui, aujourd'hui, regrettent la dictature du parti, la police politique omniprésente, le côté répressif. Il existe toutefois, dans une partie de la population, une certaine nostalgie pour d'autres aspects, maintenant disparus, de la situation antérieure, comme la garantie de l'emploi et d'un logement. C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi les héritiers des anciens partis communistes, généralement reconvertis en sociaux-démocrates, ont pu être reconduits au pouvoir après 1989 dans certains pays, cette fois-ci dans le cadre d'élections libres. Des films comme "Goodbye Lenin" de Wolfgang Becker (2003) témoignent de cette nostalgie pour la version communiste de l'Etat-providence, maintenant disparue, qui garantissait, en contrepartie de l'obéissance politique, une certaine sécurité et un futur prévisible. Il existe donc des mémoires contradictoires dans ces pays, mais seulement une partie d'entre elles est prise en compte par les nouvelles politiques de la mémoire.

Dans les systèmes communistes, l'histoire et la mémoire étaient étroitement contrôlées par le parti dominant, parce qu'elles devaient servir avant tout à légitimer son pouvoir. Le parti, avant-garde autoproclamée du prolétariat, se considérait investi d'une mission historique qui ne

¹ J'inclus dans l'Europe orientale les Pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), qui furent annexés par l'U.R.S.S. en 1940, conformément aux clauses secrètes du Pacte germano-soviétique d'août 1939, et de manière définitive en 1944-1945. Devenus ainsi des républiques soviétiques, ils ne récupérèrent leur indépendance qu'en 1991, grâce à la dissolution de l'Union Soviétique.

pouvait pas être mise en discussion. Il s'arrogeait donc un monopole même sur l'interprétation du passé et imposait une mémoire officielle, conforme à ses nécessités politiques du moment. Toutes les autres mémoires, par contre, étaient exclues de l'espace public, réduites au silence, réprimées, et ne pouvaient survivre que dans la sphère privée, au sein de la famille ou de cercles d'amis, ou à l'étranger parmi les exilés. Il est intéressant de noter, toutefois, que le communisme au pouvoir n'a pas réussi, malgré tous ses efforts, à éliminer définitivement ces autres mémoires: contraintes à une existence clandestine et souterraine, elles ont réapparu chaque fois que le contrôle exercé par le parti s'affaiblissait, et surtout après son effondrement (Baczko).

La seconde guerre mondiale occupait une place centrale dans la mémoire officielle communiste, qui la décrivait comme une guerre antifasciste dans laquelle les peuples, sous la guide des partis communistes, avaient lutté courageusement contre le nazisme et ses complices, et avaient réussi finalement à le vaincre grâce à l'aide de l'Union Soviétique. Telles étaient les grandes lignes du récit, largement mythique, qui prédominait en Europe orientale, avec quelques variations mineures d'un pays à l'autre². En qualifiant comme antifasciste et résistante la quasi-totalité de la population, cette lecture du passé avait permis d'intégrer dans la nouvelle société communiste même ceux, en réalité très nombreux, qui n'avaient été ni l'un ni l'autre, mais elle avait rendu impossible une confrontation critique avec ce passé, qui aurait exigé l'abandon du mythe officiel. Les oublis, les "pages blanches", les silences, les mensonges, les tabous, étaient donc nombreux dans l'histoire et dans la mémoire officielles communistes. Certains sujets –par exemple, les clauses secrètes du pacte germano-soviétique d'août 1939– ne pouvaient en aucun cas être évoqués.

2. LA FIN DU COMMUNISME ET LE REVEIL DE MÉMOIRES AUPARAVANT CONTRAINTES AU SILENCE

La fin des régimes communistes a été accompagnée et suivie d'un réveil général des mémoires jusque-là contraintes au silence, qui pouvaient enfin s'exprimer librement dans l'espace publique, tandis que la mémoire communiste s'éclipsait et que les institutions communistes préposées au contrôle de l'histoire et de la mémoire, comme les Instituts de Marxisme-Léninisme, disparaissaient à leur tour. Déjà avant 1989 la mémoire avait été un important terrain de lutte contre les régimes communistes. En Pologne, par exemple, Solidarnosc avait mobilisé de manière très efficace la mémoire nationale et celle de la répression des luttes ouvrières de 1970 et 1976 (Baczko). Dans les pays baltes, c'est principalement sur le terrain de la mémoire que les mouvements dissidents avaient mené leur lutte pour récupérer l'indépendance nationale. En Hongrie, la mémoire de la révolution de 1956 joua un rôle important dans le processus de transition à la démocratie. Partout, la mémoire fut mobilisée pour accélérer la fin du système communiste.

Après 1989 on assista, dans tous ces pays, à une véritable explosion mémorielle [A *l'Est, la mémoire retrouvée*]. Les changements qui se produisirent dans ce domaine furent nombreux et importants, en commençant par la sphère symbolique. D'une manière générale, il y eut une redistribution du capital symbolique, avec un double mouvement, de dévalorisation vertigineuse du capital communiste, et de valorisation de tout ce qui était opposé au communisme. Les

² Il faut noter qu'après 1945 même en Europe occidentale furent élaborés des récits analogues, qui mythifiaient et célébraient la résistance, en la décrivant comme un mouvement auquel aurait participé la quasi totalité de la population: la France et l'Italie sont des exemples très significatifs de cette tendance générale. La spécificité de l'histoire officielle dans les pays communiste n'était pas son caractère mythique, mais le monopole absolu dont elle bénéficiait.

symboles associés aux régimes disparus furent éliminés et remplacés par d'autres symboles, qui évoquaient les persécutions subies, la résistance au communisme, les victimes du régime, ou des événements et des personnalités de l'histoire nationale pré-communiste. Partout, la toponymie fut profondément modifiée: de nombreux noms de rues, de places, d'édifices publics, furent changés afin d'effacer toute trace du régime antérieur et toute référence au communisme. Les noms nouveaux correspondaient à la nouvelle vision du passé qui s'affirmait, et dessinaient une nouvelle géographie politique et identitaire. Des villes qui avaient été rebaptisées à l'époque communiste, retrouvèrent leurs noms d'origine, comme Karl-Marx-Stadt, dans l'ex-République Démocratique Allemande, qui redevint Chemnitz, ou Leningrad, qui redevint Saint Pétersbourg. Le vocabulaire politique changea. Les adjectifs "populaire" et "socialiste" disparurent de l'appellation officielle des différentes républiques d'Europe centrale et orientale, devenues désormais des républiques tout court, sans autre qualification. Les symboles communistes furent bannis de l'espace public, et dans certains pays leur utilisation fut interdite³. De nombreux monuments à la gloire du communisme érigés avant 1989, comme l'énorme statue de Lénine à Berlin-Est, furent démontés et remplacés par d'autres qui évoquent les persécutions de l'époque communiste, les déportations, la lutte pour l'indépendance nationale, les révoltes ouvrières contre ces régimes. Parfois, des édifices entiers construits à l'époque communiste et chargés d'une forte valeur symbolique furent détruits, comme ce fut le cas pour le Palais de la République à Berlin-Est, démoli sous prétexte qu'il était truffé d'amiante⁴. D'autres démolitions furent envisagées, mais ne furent pas réalisées, comme dans le cas du Palais de la Science et de la Culture à Varsovie, un gratte-ciel de style stalinien construit dans les années 1950 comme "cadeau" du dictateur soviétique à la Pologne⁵.

Les commémorations instituées par le pouvoir communiste –à commencer par le 7 novembre, anniversaire de la révolution bolchevique de 1917– ont été supprimées et remplacées par d'autres, qui évoquent des épisodes glorieux du passé national (l'insurrection de Varsovie en 1944, la révolution hongroise, la proclamation de l'indépendance, etc.) et de la résistance au communisme. De nouveaux musées, consacrés à la période communiste, ont vu le jour un peu partout, sous différentes appellations: musées du communisme, musées de l'occupation, musées des victimes du génocide. Des institutions publiques chargées spécifiquement de préserver et de transmettre la mémoire de l'époque communiste ont vu le jour, par décision du parlement, en Pologne (Institut de la Mémoire Nationale), en Ukraine, dans les Pays Baltes. On a assisté partout à une récupération du passé national, y compris ses pages les plus troubles.

Partout le passé, à commencer par le passé communiste récent, a été revisité et réinterprété. Des politiques de la mémoire, antithétiques par rapport à celles de la période communiste, ont été mises en œuvre dès les années 90 dans chacun de ces pays. Elles concernent non seulement la période communiste proprement dite, mais aussi celle de la guerre mondiale, et souvent aussi des époques plus éloignées dans le temps. C'est toute l'histoire nationale, en réalité, qui fait l'objet d'une relecture d'inspiration nationaliste, dans laquelle la nation est représentée généralement comme une sorte d'essence éternelle qui a traversé intacte les âges.

³ En Pologne, par exemple, le Sénat vota en 2009 une loi qui déclare illégales et punit d'une peine pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement la détention et l'utilisation de symboles communistes et nazis (*The Times*, 27 novembre 2009).

⁴ Il est intéressant de noter que le Palais de la République avait été construit sur l'emplacement du château impérial des Hohenzollern, endommagé par les bombardements pendant la guerre et que le pouvoir communiste décida de raser. Les régimes changent, mais les habitudes iconoclastes demeurent. Sur les transformations subies par Berlin sous différents régimes politiques voir LADD, Brian: *The ghosts of Berlin: confronting German history in the urban landscape*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

⁵ En novembre 2009 Radoslaw Sikorski, alors ministre polonais des Affaires Etrangères, déclara que le Palais de la Science et de la Culture devrait être détruit, comme avait été détruit le Mur de Berlin.

Les politiques de la mémoire (souvent appelées aussi politiques de l'histoire) sont avant tout des politiques identitaires, qui se proposent de construire/reconstruire ou de consolider une certaine identité nationale. Elles peuvent prendre des formes très variées: commémorations, lieux de mémoire, symboles, création de musées et d'institutions chargées spécifiquement de préserver et transmettre la mémoire nationale, initiatives culturelles, programmes scolaires, etc. Celles mises en œuvre après 1989 diffèrent naturellement d'un pays à l'autre, mais les récits qu'elles proposent présentent des caractéristiques communes. Parmi celles qui concernent plus directement le passé communiste, la plus évidente est le jugement totalement négatif porté sur l'expérience du communisme. Représenté comme le mal absolu, le communisme est régulièrement mis sur le même plan que le nazisme. L'accent est mis presque exclusivement sur la violence et la terreur comme éléments essentiels et permanents des systèmes communistes: tous les autres aspects, en particulier ceux qui pourraient malgré tout être inscrits à l'actif de ces systèmes (comme une certaine modernisation de l'économie, la mise en place d'un système de protection sociale, la promotion de l'alphabétisation) sont ignorés. La vision qui est proposée n'est pas une tentative de bilan critique du passé communiste, mais plutôt une vision politique.

Une deuxième caractéristique commune à ces politiques de la mémoire est la tendance à "externaliser" le communisme, c'est-à-dire à le présenter comme un phénomène étranger à l'histoire nationale, dépourvu de racines dans cette histoire, importé et imposé de l'extérieur, et qui n'avait pu se maintenir au pouvoir que par la terreur et la violence. Cette manière d'envisager le phénomène communiste implique que la société n'en est pas responsable, puisqu'on le lui a imposé par la force.

Une autre caractéristique commune de ces récits est en effet la représentation de la société comme victime innocente. Pour préserver cette image de victime, les nouveaux récits officiels passent sous silence les comportements qui ne sont pas conformes à l'image de la nation et de la société comme victimes, à commencer, par exemple, par les épisodes d'antisémitisme, dont l'histoire de ces pays est riche. D'autre part, alors qu'on met en exergue la résistance de la société au communisme, on sous-estime le poids des comportements d'adhésion, de consensus ou de collaboration avec le régime communiste.

Cette vision du passé contient, comme nous l'avons déjà indiqué, une large part de mythe et elle est tout aussi sélective, dans la manière de déchiffrer le passé, que la vision communiste antérieure. Dans les deux cas, on laisse volontairement dans l'ombre tout ce qui n'est pas conforme à la lecture qu'on veut donner du passé.

Pour une société qui sort d'une dictature, il est difficile d'avoir un regard critique sur ce passé et de s'interroger sur la question des responsabilités. Il faut généralement du temps, souvent une génération, pour qu'elle commence réellement à regarder en face ce passé et à prendre en compte tous ses aspects, y compris ceux qu'elle avait refoulés. C'est ce qu'on constate en observant les sociétés postcommunistes d'Europe centrale et orientale, dont l'attitude à l'égard du passé communiste ressemble beaucoup à celle que plusieurs sociétés d'Europe occidentale adoptèrent après 1945 à propos du passé fasciste ou nazi.

En Italie, par exemple, la représentation dominante du fascisme après 1945 avait été celle d'un régime de d'oppression imposé par la force à une société qui lui était en grande majorité hostile. La société italienne figurait ainsi simplement comme une victime, qui n'avait aucune responsabilité ni dans l'avènement au pouvoir, ni dans le maintien au pouvoir, ni enfin dans les agissements du régime mussolinien. Cette interprétation passait complètement sous silence le consensus dont le régime avait bénéficié auprès d'une partie importante de la société italienne et rendait impossible, par conséquent, tout examen critique de l'expérience fasciste.

L'Allemagne de 1945, quant à elle, était unanimement considérée responsable de la guerre et de tout ce que la guerre avait signifié (massacres, génocide, déportations, destructions mas-

sives). Dans cette situation, même ceux qui avaient été ses alliés ou associés cherchèrent à se décharger sur elle des crimes qu'ils avaient eux-mêmes perpétrés. Ainsi, par exemple, on préféra oublier qu'à l'extermination des Juifs d'Europe, voulue et organisée par l'Allemagne nazie, avaient participé aussi d'autres acteurs, appartenant à d'autres pays que l'Allemagne. Les Allemands, pour leur part, ne pouvaient pas attribuer à d'autres pays la responsabilité des crimes du nazisme, mais, malgré cela, ils réussirent eux-aussi, dans leur grande majorité, à se considérer comme des victimes plutôt que comme des complices: victimes de la guerre, des bombardements alliés, des expulsions. Au lieu de s'interroger sur les racines profondes du nazisme dans la société allemande, ils préférèrent réduire le nazisme à un hitlérisme et imaginer qu'ils avaient été ensorcelés, pour ainsi dire, par la personnalité du dictateur. Ils se réfugièrent aussi derrière l'idée qu'il était pratiquement impossible de résister à un régime de terreur qui exerçait un contrôle total sur la société. De cette manière, la société allemande évita, au lendemain de la guerre, de s'interroger sur sa part de responsabilité pour avoir porté Hitler au pouvoir et avoir ensuite appuyé le régime nazi.

Il n'est pas surprenant d'observer des mécanismes analogues de refoulement dans les sociétés postcommunistes. Dans ce cas, comme je l'ai déjà noté, le rôle du méchant, responsable de tous les maux, est attribué à l'Union Soviétique, dont tous ces pays se considèrent victimes. Le seul pays qui ne peut pas rejeter sur d'autres la responsabilité de ses disgrâces est, en l'occurrence, la Russie, puisque le système communiste est né et s'est développé chez elle avant d'être exporté vers d'autres pays. Pour cette raison la Russie, tout en se considérant elle aussi comme une victime, a dû emprunter des chemins plus tortueux pour essayer de donner un sens à son histoire.

Les politiques de la mémoire mises en œuvre dans les pays ex-communistes d'Europe centrale et orientale proposent une interprétation du passé, récent et plus lointain, fortement marquée par le nationalisme et l'anticommunisme. Comme toutes les politiques de la mémoire, elles sont en même temps des politiques de l'oubli, dans le sens qu'elles mettent en valeur certains aspects du passé (les souffrances subies, les épisodes de résistance et d'héroïsme), mais en laissent dans l'ombre d'autres (la collaboration avec l'occupant nazi et la participation à des actions antisémites pendant la seconde guerre mondiale, l'appui accordé au régime communiste, etc.). Il s'agit de politiques publiques, dictées par des impératifs et des préoccupations politiques, et qui font un usage politique du passé. De ce point de vue, elles peuvent être comparées à celles de l'époque communiste. La différence fondamentale, par rapport à ces dernières, réside dans une interprétation différente du passé, mais surtout dans le fait qu'elles ne peuvent prétendre à un monopole de l'interprétation du passé. Contrairement à ce qui se passait à l'époque communiste, d'autres interprétations peuvent les concurrencer dans l'espace public.

Un exemple intéressant est celui du débat déclenché en Pologne par la publication en 2001 d'un livre de l'historien polono-américain Jan Gross, *Neighbours*, qui racontait comment en juillet 1941 la population polonaise d'une petite ville, Jedwabne, avait massacré de sa propre initiative toute la population juive de la ville. Le livre montrait, preuves à l'appui, qu'on pouvait être à la fois victimes (de l'occupation allemande et soviétique) et bourreaux, et portait ainsi un sérieux coup à l'image mythique de la Pologne comme pays-victime, "Christ parmi les nations", qui est au centre des politiques de la mémoire de l'époque post-communiste. Les recherches effectuées par l'Institut de la Mémoire Nationale à la suite des polémiques déchaînées par la publication du livre ont confirmé l'exactitude du travail de Gross et ont montré aussi que Jedwabne n'avait pas été le seul cas de ce genre. A l'occasion du 60^e anniversaire du massacre, le président de la République, Alexander Kwasniewski, s'est rendu à Jedwabne pour demander publiquement pardon, au nom de la Pologne, au peuple juif pour ce massacre. Cet épisode illustre à la fois les difficultés et les ambiguïtés de la mémoire publique polo-

naise et la différence entre l'époque communiste et l'époque actuelle pour ce qui concerne les politiques de la mémoire.

Ces politiques de la mémoire ont elles aussi une histoire et ont évolué au fil du temps, en fonction des contextes et des conjonctures politiques de chaque pays. En Pologne, par exemple, le premier gouvernement non communiste, dirigé par l'intellectuel catholique Tadeusz Mazowiecki, avait choisi de tourner la page du passé et de se concentrer plutôt sur le présent et le futur. Ce sont les gouvernements conservateurs postérieurs, d'orientation nationaliste et populiste, qui se sont engagés fermement sur la voie d'une exploitation ouvertement politique du passé, souvent avec l'objectif de régler des comptes avec des adversaires et concurrents politiques. En Hongrie, le premier gouvernement conservateur (1990-1994) de l'époque post-communiste n'avait pas développé une politique systématique de la mémoire, ce qu'a fait, par contre, le second gouvernement conservateur (1999-2003). Une analyse approfondie doit prendre en considération tous ces changements, ce qui dépasse le cadre de la présente étude. Je me limiterai ci-dessous à trois aspects des politiques de mémoire mises en œuvre dans l'Europe ex-communiste qui me semblent particulièrement significatifs: en premier lieux, la création de musées consacrés spécifiquement à l'époque communiste, et que j'appellerai, pour simplifier, musées du communisme; ensuite, la création d'institutions publiques chargées de conserver et transmettre la mémoire nationale; enfin, des législations qui interviennent dans le champ de l'histoire et qui prétendent définir une vérité historique.

Des musées consacrés spécifiquement à la période communiste ont été créés à partir des années 90 dans beaucoup de pays d'Europe orientale et de l'ex-Union Soviétique. Leur typologie est variée. Certains sont des musées privés, comme celui de Prague, qui présente l'histoire du communisme tchécoslovaque de 1918 (année de naissance de la Tchécoslovaquie indépendante) jusqu'à la "révolution de velours" de 1989. La plupart sont toutefois des musées publics, créés grâce à des initiatives étatiques et financés par des fonds publics. A ce titre, ils représentent l'une des manifestations les plus significatives des politiques publiques de la mémoire.

La construction de ces musées signifie que l'on attribue une importance particulière à la période communiste de l'histoire de ces pays, et d'autre part qu'on la considère définitivement close: on ouvre des musées du communisme parce que ce dernier semble désormais appartenir au passé. Ces institutions mettent en scène une interprétation du passé récent, qui inclut le plus souvent la seconde guerre mondiale, et cherchent à situer l'époque communiste dans le contexte plus général de l'histoire du pays. Produit d'une décision politique, elles transmettent aussi un message politique. Au-delà des diversités nationales, ces musées ont plusieurs caractéristiques communes.

3. L'INTERPRETATION DU PASSE DANS LES MUSEES DU COMMUNISME

Les musées du communisme couvrent chronologiquement une période qui commence généralement par la seconde guerre mondiale et qui s'étend jusqu'à la fin des régimes communistes. Les lectures du passé qu'ils proposent diffèrent naturellement d'un pays à l'autre, mais présentent quelques caractéristiques communes, comme c'était le cas déjà pour les récits présentés dans les musées à l'époque communiste. Avant de présenter ces caractéristiques communes, je veux insister sur l'importance de ces musées dans le cadre des politiques de mémoire mises en œuvre après 1989. La création d'un musée est généralement le résultat d'un processus assez long, qui inclut plusieurs étapes: une décision politique, un débat public dans le Parlement et dans les médias, une loi qui définit aussi le montant du financement public destiné

à cette initiative, le recrutement du personnel, la nomination d'une commission scientifique, etc. Une initiative de ce genre exige donc la mobilisation de toute une partie de la société, et le contenu du musée exprime la vision qu'elle a du passé. C'est pourquoi ces musées peuvent être considérés comme un indicateur des orientations de la mémoire sociale à un moment donné.

Il existe plusieurs musées de ce type. On peut citer, parmi les plus importants, la Maison de la Terreur ("Terrorhaza") à Budapest, le Musée des Victimes du Génocide⁶ à Vilnius (Lituanie), le Musée de l'Occupation de la Lettonie⁷ à Riga (Lettonie), le Musée des Occupations⁸ à Tallinn (Estonie), le Musée du Communisme à Sighetul Marmatiei (Roumanie). On peut y ajouter le Musée de l'Occupation Soviétique à Tbilissi (Géorgie) et le Musée de l'Occupation Soviétique à Kiev⁹.

Les politiques de la mémoire qui inspirent ces musées diffèrent naturellement d'un pays à l'autre, mais les récits qu'elles proposent présentent quelques caractéristiques communes. Parmi celles qui concernent plus directement le passé communiste, la plus évidente consiste dans le jugement totalement et exclusivement négatif porté sur l'expérience du communisme. Représenté comme le mal absolu, le communisme est condamné en bloc, sans atténuantes, et toujours assimilé au nazisme. Ce point mérite attention. Le nazisme étant devenu l'incarnation, pour ainsi dire, du mal, toute représentation du communisme comme "empire du mal" implique presque inévitablement l'assimilation des deux types de régime totalitaire. Il ne s'agit pas simplement de les comparer, puisque la comparaison permet de mettre en évidence les similitudes, mais aussi les différences entre les deux: il s'agit de les mettre sur le même plan pour montrer que c'était, en définitive, du pareil au même.

Dans la présentation du passé communiste l'accent est mis exclusivement sur la violence et la terreur, présentées comme des éléments essentiels et permanents des systèmes communistes: tous les autres aspects, en particulier ceux qui pourraient malgré tout être inscrits à l'actif de ces systèmes (comme l'industrialisation, une certaine modernisation de l'économie, la création de systèmes de protection sociale, la diffusion de l'instruction) sont généralement ignorés. De toute évidence, on n'aspire pas à établir un bilan critique du passé, qui devrait prendre en compte aussi ces autres aspects, mais simplement à présenter une sorte de réquisitoire devant "le tribunal de l'histoire". Le but n'est pas de comprendre, mais de condamner.

Une deuxième caractéristique commune à ces politiques de la mémoire est la tendance à "externaliser" le communisme, c'est-à-dire à présenter ce dernier comme un phénomène étranger à l'histoire nationale de ces pays, importé et imposé de l'extérieur, et qui n'avait pu se maintenir au pouvoir que par la terreur et la violence. Le corollaire de cette interprétation est que la société n'est pas responsable d'un phénomène qui lui a été imposé par la force. On en vient ainsi à un autre dénominateur commun des récits officiels postcommunistes: la représentation de la société comme victime innocente. Pour préserver cette image de victime, on passe sous silence les comportements d'adhésion et de consensus d'une partie au moins de la population à l'égard du système communiste, comme d'ailleurs les épisodes d'antisémitisme ou de collaboration avec l'occupant allemand pendant la guerre. Or nous savons qu'aucune dictature ne peut durer si elle ne parvient pas à créer autour d'elle un certain consensus. Ainsi, par exemple, plusieurs études récentes ont montré que le régime nazi a bénéficié d'un appui

⁶ Créé en 1992.

⁷ Cfr. BLUME, Rebekka: *Das lettische Okkupationsmuseum. Das Geschichtsbild des Museums im Kontext der Diskussionen über die Okkupationszeit in der lettischen Öffentlichkeit*, Bremen, Forschungsstelle Osteuropa an der Universität Bremen, Arbeitspapiere und Materialien, n. 83, 2007. Le Musée, inauguré en 1993, couvre la période 1940-1991.

⁸ L'exposition permanente, ouverte en 2003, couvre la période 1940-1991.

⁹ Créé à partir d'une exposition permanente organisée en 2001, il a pris le nom actuel en 2007.

populaire considérable et qu'ils s'est constamment préoccupé de consolider cet appui. En Union Soviétique, le stalinisme avait lui-aussi une base sociale et avait su susciter l'adhésion active d'une partie de la population. En d'autres termes, la violence et la terreur, qui furent des traits distinctifs des régimes totalitaires, ne permettent pas de tout expliquer.

Société innocente, société résistante. Parallèlement à la représentation de la société comme victime innocente, les *master narratives* postcommunistes mettent en exergue les épisodes de résistance au communisme et donnent l'impression que la société s'était toujours opposée, plus ou moins activement, au régime. On notera ici un certain parallélisme avec les représentations mythifiées de la Résistance au fascisme et au nazisme au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Si on compare cette vision du passé à celle qui prévalait dans ces pays avant 1989, on a l'impression d'un jeu de miroirs dans lequel chacune est l'image inversée de l'autre. Le mythe occupe une large place dans chacune, même si l'échelle des valeurs s'est inversée: au mythe d'une adhésion unanime au communisme s'oppose désormais celui d'une résistance et d'un rejet tout aussi unanimes. Dans les deux cas, on laisse volontairement dans l'ombre tout ce qui n'est pas conforme à la lecture qu'on veut donner du passé.

La construction de ces musées signifie que l'on attribue une importance particulière à la période communiste de l'histoire de ces pays, et d'autre part qu'on la considère définitivement close: on ouvre des musées du communisme parce que ce dernier semble désormais appartenir au passé. Ces institutions mettent en scène une interprétation du passé récent, qui inclut le plus souvent la seconde guerre mondiale, et cherchent à situer l'époque communiste dans le contexte plus général de l'histoire du pays. Produits d'une décision politique, elles transmettent aussi un message politique.

Un exemple particulièrement intéressant est celui la Maison de la Terreur à Budapest, inaugurée le 25 février 2002 par le gouvernement conservateur hongrois et destinée officiellement à commémorer les victimes de la domination totalitaire dans ce pays. Plusieurs aspects sont ici à signaler, à commencer par le nom lui-même –Maison de la Terreur–, qui signale d'emblée le contenu et le sens du musée: l'histoire du passé hongrois récent est réduite à une seule dimension, celle de la terreur. La date de l'inauguration, le 25 février, était elle aussi chargée de symboles: en effet, une résolution du parlement hongrois, datée du 16 juin 2000, avait fait du 25 février la Journée des Victimes de la Dictature Communiste¹⁰. Le musée avait donc pour fonction essentielle la commémoration des victimes du régime communiste. On peut souligner aussi que l'inauguration, à laquelle on avait donné le maximum de publicité, intervenait deux mois avant les élections générales en Hongrie et qu'elle faisait partie de la campagne électorale du parti conservateur, alors au pouvoir. En même temps que le musée avait été créé également, pour le diriger et le gérer, une fondation publique, dotée de larges moyens.

La création du musée et de la fondation s'inscrivait dans le cadre de la politique de la mémoire mise en œuvre par le second gouvernement conservateur hongrois (Fidesz, 1998-2002) et dont le principal instrument était le nouveau ministère de l'Héritage Culturel National, créé par ce gouvernement et chargé de développer une politique identitaire basée sur une vision nationaliste du passé et sur une histoire imaginaire de la nation hongroise. Ainsi, par exemple, on avait célébré avec une grande solennité en l'an 2000 le millénaire du couronnement de Saint Stéphane comme roi de Hongrie (Noël de l'an 1000), événement présenté comme la fondation symbolique de l'Etat hongrois. Dans le même ordre d'idées, une autre initiative symbolique importante du gouvernement conservateur fut le transfert de la Sacra Corona (Couronne Sacrée) de Saint Stéphane du Musée National, où elle était gardée jusque-là, au Parlement hongrois.

¹⁰ Le 25 février 1947 l'Armée rouge avait arrêté et enlevé le secrétaire général du Parti des petits propriétaires, Bela Kovacs.

Ces gestes avaient pour objectif d'établir une continuité idéale de l'histoire de la nation hongroise, conçue comme une essence éternelle qui s'était maintenue intacte au cours des siècles.

La Maison de la Terreur évoque brièvement, au début de l'exposition, le fascisme hongrois (celui des Croix Fléchées), présenté lui aussi comme un régime de terreur, mais tout le reste de l'exposition ne concerne que le communisme. Ce dernier est présenté comme un phénomène entièrement et exclusivement négatif, comme le Mal absolu. Le régime communiste est représenté comme un système de domination terroriste imposé de l'extérieur et maintenu seulement par la violence. La société apparaît exclusivement comme une victime de la dictature communiste et comme la protagoniste d'une résistance héroïque, dont la principale manifestation avait été la révolution de 1956. Le communisme, présenté comme un élément étranger à la société et à la nation hongroises, n'aurait bénéficié d'aucun soutien dans la population, son unique arme étant la terreur. A partir d'éléments réels, la Maison de la Terreur construit une image mythique du passé, en évacuant tous les éléments et tous les aspects qui pourraient la contredire. L'histoire du communisme prend elle-aussi un caractère mythique. Le communisme apparaît comme une sorte de catastrophe, provoquée par des forces impersonnelles et incontrôlables.

Cette vision de la nation comme une essence éternelle est présente également dans les politiques de la mémoire d'autres pays post-communistes.

Dans les musées du communisme inaugurés dans les ex-pays baltes –qui, rappelons-le, étaient des républiques soviétiques jusqu'à 1991– nous rencontrons un autre aspect important: la conviction d'avoir été victimes d'un véritable génocide, perpétré par l'Union Soviétique à travers sa politique de déportation de dizaines de milliers de citoyens baltes déjà lors de la première occupation (1940-1941) et plus tard après la reconquête de ces territoires par l'Armée rouge en 1944.

4. CONCLUSIONS

Dans les pays de l'ex-bloc soviétique la mémoire emblématique n'est donc pas celle de la Shoah ou du nazisme, comme en Europe occidentale, mais celle du communisme. La mémoire du nazisme y a aussi sa place, puisque presque tous ces pays ont subi l'occupation nazie et ses conséquences, mais elle occupe une place bien moins importante que celle du communisme. La fin des systèmes politiques communistes a été accompagnée et suivie par une véritable explosion mémorielle: des mémoires collectives auparavant réprimées et contraintes au silence se sont réapproprié l'espace public, en même temps que la mémoire communiste officielle, privée de ses supports institutionnels, s'effaçait. Les Instituts de Marxisme-Léninisme, principaux gardiens de la mémoire communiste, ont disparu, pour laisser la place à des Instituts de la Mémoire Nationale, comme en Pologne, qui exercent une fonction en partie analogue, mais dans un autre contexte politique. Partout, le passé récent a été, et continue d'être, réinterprété selon de nouveaux critères et de nouvelles exigences politiques et identitaires: l'histoire des souffrances infligées à la nation par la dictature communiste représente le schéma d'interprétation dominant. Le paradigme antifasciste, qui était au centre de la mémoire et de l'histoire officielles communistes, a été remplacé par le paradigme anticommuniste: le communisme est désormais présenté presque exclusivement comme un régime de terreur et de violence comparable au régime nazi, imposé par l'Union Soviétique et qui s'était maintenu au pouvoir seulement par la force et la violence. Le communisme est ainsi "externalisé", c'est-à-dire attribué à des causes et circonstances extérieures sur lesquelles les sociétés concernées n'avaient pas de prise. Il apparaît comme un phénomène étranger, dépourvu

de racines dans l'histoire nationale: une sorte de catastrophe qui s'était abattue sur la nation. Dans les versions les plus simplifiées, le communisme devient le symbole du Mal, et le mal ne peut venir que de l'extérieur d'une société jugée, elle, saine. Les relectures du passé qui prédominent dans les pays ex-communistes ont en commun le fait de considérer la société exclusivement comme une victime n'ayant aucune responsabilité pour le passé communiste.

Les politiques de la mémoire mises en œuvre dans ces pays sont fortement marquées par une vision nationaliste de l'histoire, dont elles proposent une lecture très sélective, qui occulte les aspects non conformes à l'image qu'elles veulent transmettre. Souvent elles n'hésitent pas à réhabiliter, au nom de la lutte contre le communisme, des aspects ou des personnalités assez inquiétants du passé pré-communiste. En Roumanie, par exemple, des monuments ont été érigés à la mémoire du maréchal Antonescu, le dictateur qui fut impliqué, entre autres crimes, dans l'extermination des Juifs roumains. En Estonie, les volontaires estoniens des SS, impliqués eux-aussi dans le massacre des populations juives, sont commémorés désormais comme des combattants de la liberté. De tels phénomènes ne peuvent qu'inquiéter. L'adhésion à l'Union Européenne a obligé ces pays à modérer les tendances à la réhabilitation de certaines traditions autoritaires et fascisantes, sinon ouvertement fascistes, de la période pré-communiste. C'est sous pression de l'Union Européenne, par exemple, que la Roumanie a finalement accepté d'admettre sa part de responsabilité, qu'elle avait jusque-là obstinément niée, dans la Shoah. Dans le cas de la Hongrie, par contre, l'appartenance à l'Union Européenne n'a pas empêché la dérive autoritaire et nationaliste du gouvernement conservateur de Viktor Orban. Beaucoup se demandent actuellement (2012) si ce pays peut encore être considéré comme une démocratie, et on peut estimer que, s'il n'était pas déjà membre, difficilement il serait accepté dans l'Union dans la situation actuelle.

Dans les pays ex-communistes d'Europe centrale et orientale l'attitude des pouvoirs publics à l'égard de la Shoah est un indicateur important de leur manière de se confronter avec le passé. Comme nous l'avons déjà souligné, il existe dans ces pays –où il n'y a presque plus de Juifs– de fortes réticences à reconnaître la vérité historique des massacres de la population juive et à admettre que la responsabilité de ces massacres n'appartient pas exclusivement aux troupes allemandes, mais aussi, en partie, à des acteurs locaux. C'est une vérité difficile à admettre, car elle démolit en partie l'image prédominante de la nation victime (du nazisme et du communisme), en montrant qu'on peut être en même temps victime et bourreau. Ces réticences à reconnaître une vérité historique désagréable ne sont pas une exclusivité de ces pays. Pour s'en convaincre, il suffit de penser au temps qu'il fallut en France pour arriver à une vision de la période de Vichy et de la Collaboration plus conforme à la réalité historique. Pour ce qui concerne la reconnaissance des responsabilités locales dans la Shoah, des progrès significatifs ont été réalisés dans les pays d'Europe centrale et orientale au cours des dernières années, mais beaucoup de chemin reste encore à parcourir.

L'usage politique du passé récent qui inspire les politiques de la mémoire de ces pays ne relève pas de ce qu'on peut appeler une approche critique. Il répond à des préoccupations politiques et identitaires, pas à des exigences scientifiques. Une approche critique devrait évidemment s'efforcer de prendre en compte tous les aspects du passé communiste, non seulement quelques-uns préalablement sélectionnés. Elle devrait s'interroger, par exemple, sur le problème du consensus d'une partie de la société à l'égard de ces régimes, et donc sur les différents niveaux de responsabilité. Cela impliquerait de renoncer à la vision du communisme comme un régime exclusivement de violence et de terreur, de prendre en compte l'existence de courants réformateurs, bref, d'être plus attentifs à la complexité de la réalité historique. Ce n'est pas, de toute évidence, la préoccupation qui a dominé depuis 1989-1991. Pour le moment, on est encore dans la phase de la construction de mythes fondateurs. De ce point de vue, la situation actuelle en Europe centrale et orientale évoque celle de l'Europe occidentale au

lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque plusieurs pays s'employèrent à construire de nouveaux mythes, en particulier celui de la résistance comme mobilisation du peuple tout entier contre l'occupation nazie. Il fallut des décennies pour que l'historiographie commence à déconstruire ces mythes et à proposer des interprétations plus conformes à la réalité historique. On peut supposer qu'une évolution analogue se produira en Europe centrale et orientale, tant dans le domaine historiographique que dans les mentalités collectives, une fois que les visions actuelles en noir et blanc auront fait leur temps. Une vision critique du passé est le résultat, avant tout, d'une recherche historique qui ne se plie pas aux impératifs politiques et qui utilise la mémoire comme source indispensable mais sans se faire le porte-parole d'une mémoire particulière, fût-elle la mémoire dite nationale. Les bons historiens, dans ces pays, ont beaucoup de travail devant eux.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

APOR, Péter

(2008): "Commemorating Communism in Contemporary Eastern Europe", *EURHISTXX FILES: The Legacy and Memory of Communism in Europe*, <<http://www.eurhistxx.de/site/40208492/default.aspx>>.

ASH, Timothy Garton

(1998): "Les séquelles du passé en Europe de l'Est", *Esprit*, 246, octobre, pp. 45-66.

BACZKO, Bronisław

(1984): *Les imaginaires sociaux: mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot.

BAROUH, Emmy (ed.)

(2003): *History and Memory: Bulgaria, Facing the Holocaust*, Sofia, Open Society Foundation.

BAYOU, Céline

(2005): "Le Musée letton des occupations. Écrire l'histoire pour construire l'avenir", *Courrier des pays de l'Est*, 1052, novembre-décembre, pp. 75-78.

BEAUVOIS, Daniel

(1991): "Être historien en Pologne: les mythes, l'amnésie et la vérité", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 38, juillet-septembre, pp. 353-386.

BROSSAT, Alain; COMBE, Sonia; POTEL, Jean-Yves y SZUREK, Jean-Charles

(1990): *A l'Est, la mémoire retrouvée*, Paris, Découverte.

BRÜGGEMANN, Karsten y KASEKAMP, Andres

(2008): "The politics of history and the 'war of monuments' in Estonia", *Nationalities Papers*, vol. 36, 3, juillet, pp. 425-448.

CHRISTIAN, Michel y DROIT, Emmanuel

(2005): "Écrire l'histoire du communisme: l'histoire sociale de la RDA et de la Pologne communiste en Allemagne, en Pologne et en France", *Genèses*, 61, décembre, pp. 118-133.

DROIT, Emmanuel

(2007): "Le Goulag contre la Shoah: mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie", *Vingtième siècle*, 94, avril-juin, pp. 101-120.

DUCREUX, Marie-Elizabeth y MARES, Antoine (dirs.)

(2002): *Enjeux de l'histoire en Europe centrale*, Paris-Budapest-Torino, l'Harmattan.

FERRETTI, Maria

(2002): "Le stalinisme entre histoire et mémoire: le malaise de la mémoire russe", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre, pp. 65-81.

GROSS, Jan Tomasz

(2001): *Neighbors: the destruction of the Jewish community in Jedwabne, Poland*, Princeton, Princeton University Press.

HILBERG, Raul

(1996): *La politique de la mémoire*, Paris, Gallimard.

JARAUSCH, K. H. y LINDENBERGER, Thomas (eds.); RAMSBROCK, Annelie (coll.)

(2007): *Conflicted memories: Europeanizing contemporary histories*, New York, Berghahn Books.

JUDT, Tony

(1992): "The Past is another Country", *Daedalus*, vol. 121, 4, Fall, pp. 83-118.

(2007): *Après guerre: une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, A. Colin.

KNIGGE, Volkhard y MÄHLERT, Ulrich (dirs.)

(2005): *Der Kommunismus im Museum: Formen der Auseinandersetzung in Deutschland und Ostmitteleuropa*, Köln, Böhlau Verlag.

KOCZANOWICZ, Leszek

(1997): "Memory of politics and politics of memory: reflections on the construction of the past in post-totalitarian Poland", *Studies in East European Thought*, vol. 49, 4, december, pp. 259-270.

KOPECEK, Michal (ed.)

(2008): *Past in the making: historical revisionism in Central Europe after 1989*, Budapest-New York, Central European University Press.

KOSELLECK, Reinhard

(1990): *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS.

LEBOW, Richard Ned; KANSTEINER, Wulf y FOGU, Claudio (eds.)

(2006): *The politics of memory in postwar Europe*, Durham, Duke University Press.

MAIER, Charles S.

(2002): "Hot Memory... Cold Memory. On the Political Half-Life of Fascist and Communist Memory", *Tr@nsit online*, 22, <http://www.iwm.at/index.php?option=com_content&task=view&id=316&Itemid=481>.

MAUREL, Marie-Claude y MAYER, Françoise (dirs.)

(2008): *L'Europe et ses représentations du passé: les tourments de la mémoire*, Paris, L'Harmattan.

MAYER, Françoise

(2003): *Les Tchèques et leur communisme: mémoire et identités politiques*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

MIHALIKOVA, Silvia

(2002): "The politics of memory in post-communist Slovakia", *Central European Political Science Review*, vol. 3, 7, Spring, pp. 134-147.

MÜLLER, Jan-Werner (ed.)

(2002): *Memory and power in post-war Europe: studies in the presence of the past*, Cambridge, Cambridge University Press.

POLONSKY, Antony y MICHLIC, Joanna B. (eds.)

(2004): *The neighbors respond: the controversy over the Jedwabne Massacre in Poland*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.

PRIBERSKY, Andreas y UNFRIED, Berthold (eds.)

(1999): *Symbole und Rituale des Politischen: Ost- und Westeuropa im Vergleich*, Frankfurt am Main, Lang.

ROUSSO, Henry (dir.)

(1999): *Stalinisme et nazisme: histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, ed. Complexe; Paris, IHTP-CNRS.

ROUSSO, Henry

(2004): "Das Dilemma eines europäischen Gedächtnisses", *Zeithistorische Forschungen*, 1. Jahrg., 3, pp. 363-378.

RUPNIK, Jacques

(2002): "The politics of coming to terms with the communist past: the Czech case in Central European perspective", *Tr@nsit online*, 22.

SABROW, Martin; JESSEN, Ralph y GROSSE KRACHT, Klaus (eds.)

(2003): *Zeitgeschichte als Streitgeschichte: grosse Kontroversen nach 1945*, München, Beck.

SARKISOVA, Oksana y APOR, Péter (eds.)

(2008): *Past for the eyes: East European representations of communism in cinema and museums after 1989*, Budapest-New York, Central European University Press.

SCHAUB, Marie-Karine et al.

(1994): *Le métier d'historien dans l'est de l'Europe: enjeux des discours historiques depuis la chute du mur*, Paris, Association Histoire au présent.

STEINLAUF, Michael C.

(1997): *Bondage to the dead: Poland and the memory of the Holocaust*. Syracuse (N. Y.), Syracuse University Press.

TEMPLE, Mark.

(1996): "The politization of history: Marshal Antonescu and Romania", *East European Politics and Societies*, vol. 10, 3, Fall, pp. 457-503.

TORPEY, John

(1993): "Coming to terms with the communist past: East Germany in comparative perspective", *German Politics*, vol. 2, 3, décembre, pp. 415-435.

TRAVERSO, Enzo

(2005): *Le passé, modes d'emploi: histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique.

UNGVARY, Krisztian:

(2006): "L'actualité politique dans la mémoire historique en Europe centrale", *Nouvelle alternative*, vol. 21, 69-70, juin, pp. 125-134.

VV.AA.

(2001): "Mémoires du communisme", *Cahiers du CEFRES*, 26.

(2001-2): "Das Gedächtnis des Jahrhunderts", *Transit*, 22, pp. 3-206.

(2002): "Klio ohne fesseln? Historiographie im östlichen Europa nach dem Zusammenbruch des Kommunismus", *Österreichische Osthefte*, Jahrg. 44, 1-2, pp. 11-548.

(2002): "Historiens et usages publics du passé: Allemagne, Italie, Russie", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 68, octobre-décembre, pp. 1-86.

- (2003): "Les archives de l'Est", *Genèses*, 52, septembre, pp. 1-95 et pp. 119-132.
- (2003): "Staatssymbolik und Geschichtskultur", *Osteuropa*, 53, Jahrg., 7, Juli, pp. 907-1014.
- (2003): "Les usages du passé dans la construction nationale", *Transitions*, vol. 44, 2, pp. 1-153.
- (2005-6): "Geschichte und Gedächtnis", *Transit*, 30, Winter, pp. 57-136.
- (2006): "Mémoire à l'Est", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, 3, septembre, pp. 5-236.
- (2007): "Gespenster der Vergangenheit", *Europäische Rundschau*, 35, Jahrg., 3, pp. 3-38.
- (2008): "Europäische Gedächtnispolitik", *Transit*, 35, mai, pp. 6-128.
- (2008): "Geschichtspolitik und Gegenerinnerung: Krieg, Gewalt und Trauma im Osten Europas", *Osteuropa*, 58, Jahrg., 6, juin, pp. 5-427.
- (2008): "Les usages du passé en Europe. Bibliographie (Dossier électronique)", *Sciences Po*, Paris, <<http://bibliotheque.sciences-po.fr/sites/default/files/pdfs/usages-passe-europe-bibliographie.pdf>>.

ZISERE, Bella

- (2005): "The memory of the Shoah in the post-Soviet Latvia", *East European Jewish Affairs*, vol. 35, 2, december, pp. 155-165.

ZHURZHENKO, Tatiana

- (2007): "The Geopolitics of Memory", <www.eurozine.org/articles/article_2007-05-10-zhurzhenko-en.html>.